

De nombreuses autres attributions pourraient être données à cet Office. Il pourrait conseiller le gouvernement sur les moyens d'améliorer notre service aux exportateurs, fournir à nos industries de meilleurs moyens de faire face à la concurrence internationale, faire un meilleur usage des renseignements dont dispose le Bureau fédéral de la statistique, favoriser la décentralisation de l'industrie et étudier l'influence de l'immigration sur notre économie.

Je sais que de nombreux immigrants constituent un enrichissement, par exemple, au point de vue culturel, mais je n'ai jamais pu savoir quelle était réellement l'influence de l'immigration sur notre économie, et il me semble qu'il devrait y avoir un moyen quelconque d'en arriver à un chiffre approximatif, pour en conclure que l'immigration constitue un enrichissement pour le pays, à tel ou tel degré.

En vertu du bill, monsieur l'Orateur, l'Office devra faire rapport au Parlement une fois l'an. Je crois que l'article à cet effet devrait être amendé afin que ces rapports soient plus fréquents. Au fait, si le gouvernement se limite à exiger un rapport annuel, le Parlement se trouvera dans la position dans laquelle il est présentement avec d'autres organismes de la Couronne, notamment Radio-Canada, Air-Canada et le National-Canadien.

Le gouvernement a failli dans ses efforts plus ou moins discutables pour créer un climat indispensable au progrès de notre économie. C'est pourquoi nous avons besoin, aujourd'hui, d'un effort concerté pour sortir de la situation dans laquelle nous nous trouvons présentement.

Personne ne peut nier qu'il soit possible d'améliorer la croissance actuelle de notre production. Personne ne peut nier que notre standard de vie peut encore être amélioré, et personne ne niera non plus que le nombre des chômeurs est trop élevé; mais tous admettront sûrement qu'avec de meilleures disponibilités, nous pourrions mieux faire notre devoir sur la scène mondiale.

C'est pourquoi l'opposition officielle est en faveur de cette mesure et elle espère que l'Office sera institué sans retard, de sorte qu'on ne répète pas ce que le gouvernement a fait avec la loi ARDA et plusieurs autres initiatives qu'il a prises.

Monsieur l'Orateur, j'ai mentionné la loi ARDA parce qu'on en a parlé durant deux ans avant qu'elle ne soit adoptée, et même si elle est en vigueur depuis plusieurs mois, je sais que les travaux, au point de vue pratique, ne sont pas tellement avancés.

En définitive, pour relancer l'économie, tout en gardant une stabilité monétaire, le ministre des Finances (M. Nowlan) doit exercer

son influence sur deux secteurs différents: d'une part, il doit développer les investissements et, d'autre part, stimuler la consommation et l'exportation.

Mais notre expansion, le relancement de notre économie doit se faire sans que la stabilité des prix ne soit compromise.

Enfin, monsieur l'Orateur, nous n'avons pas à nous inquiéter tellement du rendement qu'aura, sur notre économie, la mesure actuellement à l'étude, car j'espère que le gouvernement libéral sera au pouvoir avant même que l'Office ne soit à l'œuvre, et un gouvernement libéral saura mettre à profit les recommandations qui lui viendront du peuple même, comme il a toujours su répondre aux aspirations de ce même peuple au cours de ses nombreux mandats.

On peut se demander...

M. Caouette: Oui, demandez-le-vous!

M. Legaré:...si le gouvernement a réellement recherché, depuis 5 ans, les formules propres à garder à notre économie l'élan que lui avait donné un gouvernement libéral. Je les cherche et ne les trouve pas.

Quelles sont ces grandes entreprises qu'il a créées et qu'il a lancées?

Il a continué la construction de la route transcanadienne, laquelle était l'œuvre d'un gouvernement libéral.

M. Caouette: C'est le système des taxes!

M. Legaré: Il a complété la construction d'un pipe-line transcanadien, une autre œuvre libérale.

M. Caouette: C. D. Howe!

M. Legaré: Il a complété la canalisation du Saint-Laurent; encore une œuvre libérale.

M. Caouette: Chevrier!

M. Legaré: Et si je descends au niveau des régions, je constate encore qu'il s'est refusé à intervenir et qu'il a laissé la situation se détériorer.

Au fait, seulement dans ma circonscription, il a négligé de faire un meilleur usage de l'aéroport de Mont-Joli, dans lequel un gouvernement libéral avait investi plusieurs millions de dollars.

A Rimouski, il a négligé la construction de silos à grains, dont on a fait la demande au gouvernement bien avant que le député de Bellechasse (M. Dumont) s'en fasse un cheval de bataille.

M. Grégoire: Quand en avez-vous fait la demande?

M. Legaré: A Trois-Pistoles, il avait une merveilleuse opportunité de ranimer l'économie en construisant un quai qui aurait